

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**QUILVEST BANQUE PRIVEE S.A.**

Société Anonyme au capital de 18 500 000 €  
Siège social : 243, bd St Germain, 75007 Paris.  
335 325 403 R.C.S. Paris.

**Bilan au 31 décembre 2017.**

(En Euros.)

<b>Actif</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Caisse, banques centrales, C.C.P.	73 770 407	47 117 774
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	10 781 143	11 350 697
Opérations avec la clientèle	32 235 053	34 427 429
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 195 953	17 267 771
Actions et autres titres à revenu variable	19 979 646	10 048 861
Participations et autres titres détenus à long terme	10 460	10 460
Parts dans les entreprises liées	0	0
Immobilisations incorporelles	1 662 770	1 912 882
Immobilisations corporelles	736 975	984 092
Autres actifs	2 023 089	553 116
Comptes de régularisation	5 913 047	3 939 560
<b>Total</b>	<b>152 308 543</b>	<b>127 612 643</b>

  

<b>Passif</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Dettes envers les établissements de crédit	334 998	2 199 276
Opérations avec la clientèle	131 631 042	108 881 170
Autres passifs	1 499 984	2 132 392
Comptes de régularisation	5 723 903	3 643 863
Provisions	327 179	298 282
Dettes subordonnées	819 553	819 556
Fonds pour risques bancaires généraux	2 000 000	2 000 000
Capitaux propres hors FRBG	9 971 883	7 638 104
Capital souscrit	15 200 000	14 000 000
Primes d'émission	1 846 668	1 727 768
Réserves	1 283 496	1 283 496
Report à nouveau	-9 373 160	-8 377 978
Résultat de l'exercice	1 014 879	-995 182
<b>Total</b>	<b>152 308 543</b>	<b>127 612 643</b>

  

<b>Hors bilan</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Engagements donnés :		
Engagements de financement		
Engagement en faveur de la clientèle (crédits confirmés non utilisés)	8 179 665	10 348 494
Engagements de garantie		
Engagement d'ordre de la clientèle	13 528 059	7 740 286
Engagements reçus :		
Engagements de garantie	732 000	732 000

**II. — Compte de résultat au 31 décembre 2017.**  
(En Euros.)

	<b>2017</b>	<b>2016</b>
+ Intérêts et produits assimilés	986 333	1 647 209
- Intérêts et charges assimilées	-261 816	-151 641
+ Commissions (produits)	17 461 370	12 465 902
- Commissions (charges)	-1 091 591	-1 027 907
+ Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	246 327	318 956
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement	-322 564	-867 663
+ Autres produits d'exploitation bancaire	441 642	437 926
- Autres charges d'exploitation bancaire	-1 594 148	-1 357 425
Produits net bancaire	15 865 552	11 465 356
- Charges générales d'exploitation	-14 226 128	-10 715 171
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-560 327	-644 544
Résultat brut d'exploitation	1 079 097	105 641
+/- Cout du risque	-23 701	-6 109
Résultat d'exploitation	1 055 396	99 532
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-34 883	
Résultat courant avant impôt	1 020 513	99 532
+/- Résultat exceptionnel	2 484	-1 094 714
- Impôt sur les bénéfices	-8 117	
Résultat net	1 014 879	-995 182

**III. — Notes annexes aux comptes individuels de l'exercice clos au 31 décembre 2017.**

La présente annexe est une partie indissociable des comptes annuels de QUILVEST Banque Privée pour l'exercice clos au 31 décembre 2017.

Le total du bilan avant répartition composant ces comptes annuels s'élève à **152 308 543 €**

Les produits d'exploitation bancaire inclus dans le compte de résultat sont de **19 048 689 €**

— Le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

— produits exceptionnels : **3 324 €**

— charges exceptionnelles : **841 €**

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de **1 014 879 €**

L'exercice d'une durée de 12 mois, couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

**1. — Faits caractéristiques.**

a) Exposition au risque. — Il est à noter que la banque n'est pas exposée au risque souverain.

b) Titres de participation. — Aucune variation au cours de l'exercice 2017.

c) Événements postérieurs à la clôture de l'exercice. — Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes au 31 décembre 2017, n'est intervenue entre le 01/01/2018 et le 15/03/2018, date du directoire arrêtant les comptes.

**2. — Principes comptables et méthodes d'évaluation.**

Les comptes individuels annuels de Quilvest Banque Privée sont établis et présentés dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) et du nouveau règlement ANC 2015-06.

— Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

— continuité de l'exploitation

— permanence des méthodes comptables

— indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Opérations en devises. — Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances et dettes libellées en devises sont évaluées au cours de change officiel à la date de clôture de l'exercice.

Les charges et les produits payés ou perçus en cours d'année sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

b) Opérations avec les établissements de crédit :

— A l'actif :

Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme.

Les intérêts courus non échus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

— Au passif :

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (comptes ordinaire, dépôts à vue) et dettes à terme.

Les intérêts courus non échus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## c) Opérations avec la clientèle :

A l'actif : Ce poste recouvre l'ensemble des créances y compris les créances subordonnées, détenues sur des agents économiques autres que les établissements de crédit et assimilés, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre au sens des articles 2311-2 à 2311-4 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

QUILVEST Banque Privée applique les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables – LIVRE II, titre 2, relatif au traitement comptable du risque de crédit.

Au sein de l'ensemble de ses risques de crédit, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

— Encours sains : il s'agit des crédits accordés à la clientèle, qui figurent au bilan pour la valeur nominale et le montant des intérêts courus non échus.

— Encours douteux : il s'agit des encours porteurs d'un risque de crédit avéré au sens de l'article 2211-2c du règlement susvisé, correspondant à l'une des situations suivantes :

– Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins. Il peut être dérogé à cette règle lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur ; si le client en amont nous contacte pour nous informer qu'une de ses échéances ne pourra être honorée à bonne date mais qu'il couvrira sous quelques jours, la créance n'est pas considérée comme impayée.

– Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque QBP a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement (existence de procédures d'alerte par exemple).

– S'il existe des procédures contentieuses entre QBP et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant le tribunal international.

Selon l'article 2211-7 du règlement n° 2014-07 (ANC) le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou caution.

Lorsque la contrepartie appartient à un groupe, l'établissement examine les conséquences de cette défaillance au niveau du groupe et apprécie la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe.

— Encours douteux compromis : il s'agit, au sens de l'article 2211-8 du règlement n° 2014-07 (ANC), des créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Elles doivent faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié.

Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux, par enregistrement comptable au sein de comptes créés à cet effet. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse sont prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation.

Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé.

QBP sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte, au plus tard lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints.

Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas par "contagion" le classement dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par QBP (Art. 2221-2) ;

Les prêts et crédits accordés à la clientèle font individuellement l'objet si nécessaire d'une dépréciation afin de couvrir la perte probable ou certaine pouvant résulter de leur non-recouvrement. Ces dépréciations sont comptabilisées en déduction de l'actif et sont réévaluées de façon mensuelle.

Les intérêts courus non échus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Au passif : Ce poste recouvre l'ensemble des dettes à l'égard des agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception des emprunts subordonnés.

Elles sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : il s'agit principalement des comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle (à vue ou à terme).

d) Opérations sur titres. — QUILVEST Banque Privée applique les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables – LIVRE II, titre 3, relatif à la comptabilisation des opérations sur titres.

— Titres de transaction : il s'agit de titres acquis en vue d'en tirer une plus value au terme d'une durée maximale de 6 mois.

Ces titres sont comptabilisés au bilan à leur valeur d'acquisition (hors frais).

A la clôture de l'exercice, ils sont évalués au prix du marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en charges ou produits.

— Titres de placement : cette catégorie concerne les titres acquis avec un objectif de détention supérieur à 6 mois sans intention de les conserver jusqu'à leur échéance.

Ces titres sont comptabilisés au bilan à leur valeur d'acquisition (hors frais).

Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché à la clôture font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées sur les autres catégories de titres.

— Titres d'investissement : doivent être enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenus fixes acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ces titres sont comptabilisés au bilan à leur valeur d'acquisition (hors frais).

Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres à revenu fixe ne font pas l'objet d'une dépréciation, sauf s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles et sans préjudice des dépréciations à constituer en application des dispositions du Titre 2 du livre II du présent règlement, traitant du risque de crédit sur les titres, s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur.

e) Parts dans les entreprises liées, titres de participation. — Il s'agit des titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque. Il s'agit de titres représentant plus de 10 % des droits dans le capital émis par les sociétés.

Des « dotations pour dépréciation » sont éventuellement constituées pour tenir compte de leur valeur d'utilité déterminée en fonction de critères objectifs tels que l'actif net ou la rentabilité des sociétés concernées ou la méthode des flux de trésorerie futurs attendus qui est la méthode préconisée par le groupe auquel appartient QBP, dans la mesure du possible.

Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées sont évalués individuellement à la clôture de l'exercice et font l'objet de tests de dépréciation à la clôture de l'exercice.

## f) Immobilisations incorporelles et corporelles :

## 1. – Immobilisations incorporelles. — Le fonds commercial correspond :

— A un actif apporté en 1986 à la société suite à une restructuration juridique intervenue au sein du groupe. Il représente le pôle familial qui constituait la clientèle initiale de la banque.

— Au mali technique résiduel (fonds de commerce Gestor) qui a fait l'objet d'un changement d'affectation comptable selon le nouveau règlement ANC 2016-06. A compter du 01/01/2016 il est affecté au fonds commercial de la Banque, la clientèle Gestor faisant désormais partie intégrante de la clientèle de la Banque.

Ces deux éléments forment un tout indissociable qui constitue le fonds commercial de la Banque. Ce fonds de commerce n'ayant pas de durée d'exploitation limitée, il est non amorti.

Un test de dépréciation est réalisé (1) au moins une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur. En principe, une dépréciation doit-être comptabilisée dans le cas où la valeur actuelle du fonds serait inférieure à sa valeur comptable. Les dépréciations relatives au fonds commercial ne sont jamais reprises (en résultat).

(1) Il convient de déterminer la valeur actuelle du groupe d'actif auquel il appartient, la méthode arrêtée étant celle des flux de trésorerie futurs attendus de la Banque.

A la clôture de l'exercice, aucune dépréciation de ce type n'a été constatée.

Les autres immobilisations incorporelles (logiciels) figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Ils sont amortis en fonction de la durée d'usage, soit une durée variant de 1 à 5 ans.

2. – Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés, qui ont généralement été estimées dans les fourchettes suivantes :

Agencement et installations	Mode linéaire sur 6 à 10 ans
Mobilier	Mode linéaire sur 10 ans
Matériel informatique	Mode dégressif sur 3 à 5 ans
Matériel de bureau	Mode linéaire sur 10 ans
Matériel téléphonique	Mode dégressif sur 3 ans
Transport	Mode linéaire sur 5 ans

## g) Intérêts et commissions :

— Les intérêts et produits assimilés : Il s'agit principalement d'intérêts provenant des opérations sur comptes (intérêts sur découverts) ou des prêts.

Ils sont calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné s'agissant des commissions.

— Les commissions : Il s'agit de l'ensemble des produits rétribuant les services fournis à des tiers à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, notamment les commissions perçues en qualité d'intermédiaire pour des opérations sur prestations de services financiers.

Ces commissions (hors rétrocessions et délégations) sont déterminées périodiquement à partir des données issues du système d'information et d'une grille tarifaire mise à jour régulièrement.

Les intérêts et les commissions sont enregistrés au compte de résultat prorata *temporis*.

## h) Provisions. — La provision pour risque est destinée à couvrir les litiges existants à la clôture de l'exercice.

Son montant résulte de l'évaluation du risque qui a été faite.

La charge future que représentent les indemnités de départ en retraite est prise en compte par voie de provision. La méthode retenue pour la détermination de cette provision est la méthode simplifiée autorisée dans la recommandation ANC n° 2013-02. Le calcul de cette provision ne tient compte que de la probabilité de décès et du turn over.

i) Fonds pour risques bancaires généraux – FRBG. — L'activité principale de QUILVEST Banque Privée a été progressivement orientée vers le développement de la gestion d'actifs pour compte de tiers.

Les risques éventuels auxquels la banque pourrait être confrontée se sont donc essentiellement déplacés vers sa fonction de dépositaire et de donneur d'ordres de marchés.

## j) Comptabilisation du CICE :

— Exercice de comptabilisation du produit à recevoir : le produit à recevoir concernant le CICE est calculé l'année même du versement des rémunérations sur lesquelles est assis le crédit d'impôt.

— Présentation du CICE : Le CICE permet de diminuer les charges de personnel : il est comptabilisé au crédit d'un sous compte des « Charges de personnel », dans le compte « Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations ».

Il ne constitue pas un produit imposable, ni à l'IS, ni à la CVAE.

Pour la détermination du résultat imposable, le CICE fait l'objet d'une déduction extra-comptable.

## 3. — Informations complémentaires.

a) Créances sur établissements de crédit. — Les comptes bancaires ouverts auprès de notre contrepartie ODDO, pour effectuer ou recevoir le règlement de toutes les opérations sur titres effectuées par la Banque représentaient un solde total de 3 972 778.45 € au 31 Décembre 2017.

b) Avantages aux salariés. — Le 14/12/2009 un règlement d'épargne groupe, à effet au 1er janvier 2010, a été constitué.

## c) Politique de rémunération :

Processus décisionnel. — La politique de rémunération est soumise pour avis au Comité des nominations et des rémunérations. Le conseil de surveillance est souverain pour décider ou non de l'adoption ou de la modification de la politique de rémunération, sur avis du Comité des rémunérations.

S'agissant du mode décisionnel de détermination des rémunérations variables des dirigeants effectifs et des fonctions de contrôles, le comité des rémunérations doit être consulté pour donner son avis sur leurs enveloppes de rémunération variable. Le Conseil de surveillance statue ensuite pour décider de l'octroi effectif de ces rémunérations.

Principales caractéristiques. — Dans sa version applicable à l'année 2016, la politique de rémunération s'applique à l'ensemble des mandataires sociaux et collaborateurs de QBP, avec des règles particulières concernant les dirigeants effectifs, les fonctions de contrôle et une population définie de preneurs de risques matériels. Cette population définie fait l'objet de diverses mesures de limitation, de réduction et voire de récupération de la part variable de leur rémunération en fonction de risques mesurés.

d) Intégration fiscale. — Compte tenu de la disparition de filiales, il n'y a plus d'intégration fiscale

e) Consolidation. — Compte tenu de la disparition de filiales QUILVEST Banque Privée n'établit plus des comptes consolidés.

Note BA\_01.  
(Montants en Euros.)

Caisse, banques centrales, C.C.P. (Actif poste 010)	2017		2016	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires débiteurs	73 770 407		47 117 774	
Total	73 770 407		47 117 774	

Note BA\_02.  
(Montants en Euros.)

Créances sur les établissements de crédit (Actif poste 030)	2017		2016	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires débiteurs	10 781 143		11 350 697	
Total	10 781 143		11 350 697	

Note BA\_03.  
(Montants en Euros.)

Opérations avec la clientèle (Actif poste 048)	2017				2016
	Brut	Créances douteuses	Provisions	Net	Net
Créances commerciales					
Autres concours à la clientèle :					
Crédits	20 185 784			20 185 784	15 972 046
Créances rattachées	3 341			3 341	2 245
Sous-total	20 189 125			20 189 125	15 974 291
Comptes de la clientèle :					
Comptes ordinaires débiteurs	12 028 479			12 028 479	18 435 689
Créances rattachées	17 449			17 449	17 449
Total	32 235 053			32 235 053	34 427 429

Note BA\_04.  
(Montants en Euros.)

Obligations et autres titres à revenu fixe (Actif poste 060)	2017				2016			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus (1) (2)		5 395 280		5 395 280		17 453 796		17 453 796
Créances rattachées		135 753		135 753		366 965		366 965
Total brut		5 531 033		5 531 033		17 820 761		17 820 761
Dépréciation		-335 080		-335 080		-552 990		-552 990
Total net		5 195 953		5 195 953		17 267 771		17 267 771

Actions et autres titres à revenu variable (Actif poste 070)	2017				2016			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus (1) (3)		20 038 084		20 038 084		10 117 836		10 117 836
Total brut		20 038 084		20 038 084		10 117 836		10 117 836
Dépréciation		-58 439		-58 439		-68 975		-68 975
Total net		19 979 646		19 979 646		10 048 861		10 048 861
Plus-values latentes		4 226				60 334		

(1) Les obligations et autres titres à revenu fixe sont émis par d'autres émetteurs

(2) Le prix de remboursement des ces titres à revenus fixes sera de : 5 000 000 €. La différence avec leurs prix d'acquisition est donc de - 395 280 €.

(3) La banque détient dans son portefeuille un fonds en liquidation, conformément aux instructions de dépositaire cette ligne est valorisée à zéro et reste dépréciée dans les comptes au 31 décembre 2017.

Note BA\_05.  
(Montants en Euros.)

Participations et autres titres à long terme	2017	2016
--	------	------

	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Titres de participation non cotés						
Autres titres détenus à long terme	10 460		10 460	10 460		10 460
Total	10 460		10 460	10 460		10 460

Note BA\_06.

Néant.

Note BA\_07.

Néant.

Note BA\_08.  
(Montants en Euros.)

2017	Montants concernant les entreprises liées		Montants concernant les participations		Total
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné	
Poste du bilan					
Actifs :					
Autres concours à la clientèle	0		0		0
Comptes débiteurs de la clientèle					
Débiteurs divers	1 524 998		0		1 524 998
Produits à recevoir	1 410 517		0		1 410 517
Passifs :					
comptes et emprunts	0		0		0
Comptes créditeurs de la clientèle	10 549		0		10 549
Créditeurs divers	0		0		0
Charges à payer	9 071		0		9 071
Dettes subordonnées	819 553	0	0		819 553
Postes hors bilan					
Engagements donnés (Cautions)					
Postes comptes de résultat :					
Charges	-1 840 933		0		-1 840 933
Produits	2 972 465		0		2 972 465

Note BA\_09.  
(Montants en Euros.)

Immobilisations incorporelles (Actif poste 130)	Valeurs 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres Variations	Valeurs 31/12/2017
Valeur brute :					
Fonds commerciaux (1)	1 636 993				1 636 993
Logiciels	2 575 502	9 888	-339 260		2 246 130
Total valeur brute	4 212 494	9 888	-339 260		3 883 123

Amortissements / dépréciations	Valeurs 31/12/2016	Amortissements Dépréciations	Reprises	Autres variations	Valeurs 31/12/2017
Logiciels	2 299 612	259 618	-338 878		2 220 352
Valeur nette comptable	1 912 882				1 662 770

(1) Le mali technique résiduel (fonds de commerce Gestor) a fait l'objet d'un changement d'affectation comptable selon le nouveau règlement ANC 2015-06. A compter du 01/01/2016 il est affecté au fonds commercial de la Banque, la clientèle Gestor faisant désormais partie intégrante de la clientèle de la Banque.

Note BA\_10.  
(Montants en Euros.)

<b>Immobilisations corporelles (Actif poste 140)</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>Acquisitions</b>	<b>Sorties/cessions</b>	<b>31/12/2017</b>
Valeur brute :				
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	4 238 192	88 069	-1 020 479	3 305 782
Immobilisations en cours	-	-	-	-
<b>Total valeur brute</b>	<b>4 238 192</b>	<b>88 069</b>	<b>-1 020 479</b>	<b>3 305 782</b>

<b>Amortissements / dépréciations</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>Amortissements Dépréciations</b>	<b>Reprises</b>	<b>31/12/2017</b>
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	3 254 100	300 709	-986 002	2 568 807
Immobilisations en cours	-	-	-	-
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>984 092</b>			<b>736 975</b>

Note BA\_11.  
(Montants en Euros.)

Immobilisations financières. — Les immobilisations financières comprennent la totalité des portefeuilles d'investissement des postes 020 et 060 de l'actif, ainsi que la totalité des postes 091 et 100 de l'actif.

<b>Immobilisations financières</b>	<b>Début exercice</b>	<b>Fin exercice</b>
Valeur brute :		
Participations non consolidées et activités de portefeuille	10 460	10 460
Participations dans les entreprises liées		
Total	10 460	10 460
Dépréciations		
Valeur nette comptable :		
Participations non consolidées et activités de portefeuille	10 460	10 460
Participations dans les entreprises liées		
Total	10 460	10 460

Note BA\_12.  
(Montants en Euros.)

<b>Autres actifs (Actif poste 170)</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Primes d'options achetées		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		231
TDI et autres titres		
Autres débiteurs divers	1 801 670	287 904
Valeurs non imputées	16 577	21 974
Dépôts de garantie versés pour compte propre	196 830	234 718
Comptes de stocks et emplois divers	8 011	8 289
<b>Total</b>	<b>2 023 089</b>	<b>553 116</b>

Note BA\_13.  
(Montants en Euros.)

<b>Comptes de régularisation actif (Actif poste 180)</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Autres comptes de régularisation	2 120	
Charges constatées d'avance	95 195	108 118
Produits à recevoir (1)	5 374 360	3 749 540
Comptes d'encaissement et comptes d'écarts	441 373	81 903
Valeurs reçues à l'encaissement	215 705	13 962
Contre valeur en position de change	23 298	



Valeurs à rejeter		
Écarts sur devises	202 370	67 940
Total	5 913 047	3 939 560
(1) Dont provisions droits de gardes/commissions de gestion.	5 308 402,97	3 661 047,00

Note BA\_14.  
(Montants en Euros.)

— Ventilation de certains Actifs / Passifs selon leur durée résiduelle :

Emplois	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Créances à terme sur les établissements de crédit	10 781 143				10 781 143
Créances sur la clientèle	14 571 030	7 266 253	10 397 770		32 235 053
Obligations et autres titres à revenu fixe		5 195 953			5 195 953
Total exercice en cours	25 352 173	12 462 206	10 397 770		48 212 149
Ressources					
Dettes à terme sur établissements de crédit	334 998				334 998
Comptes créditeurs à terme de la clientèle					
Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle	114 320 965				114 320 965
Autres comptes d'épargne de clientèle	17 310 078				17 310 078
Dettes subordonnées		819 553			819 553
Total exercice en cours	131 966 040	819 553			132 785 594

Note BP\_01.  
(Montants en Euros.)

Dettes envers les établissements de crédit (Passif poste 310)	2017		2016	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires		291 967		2 171 411
Dettes rattachées		43 031		27 866
Total		334 998		2 199 276

Note BP\_02.  
(Montants en Euros.)

Opérations avec la clientèle (Passif poste 348)	2017		2016	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial :				
Comptes d'épargne à régime spécial	17 310 078		13 776 277	
Dettes rattachées				
Sous-Total	17 310 078		13 776 277	
Autres dettes :				
Emprunts clientèle financière				
Valeurs données en pension				
Comptes ordinaires de la clientèle	114 320 965		95 104 893	
Total	131 631 042		108 881 170	

Note BP\_03.  
(Montants en Euros.)

Autres passifs (Passif poste 360)	2017	2016
--------------------------------------	------	------

Créditeurs divers (1)	1 499 984	2 132 392
Dettes rattachées		
Total	1 499 984	2 132 392
(1) Dont 956 800 € relatif à la régularisation des frais de siège au titre des exercices 2011 à 2016.		

Note BP\_04.  
(Montants en Euros.)

Comptes de régularisation passif (Passif poste 370)	2017	2016
Produits constatés d'avance	36 875	19 801
Charges à payer	5 008 216	3 546 047
Autres comptes de régularisation	678 812	78 015
Total	5 723 903	3 643 863

Note BP\_05.  
(Montants en Euros.)

Provisions (passif poste 380)	2016	Différence change	Dotations	Reprises (Montants utilisés)	Reprises (montants non utilisés)	Autres variations	2017
Provisions pour charges de retraites	292 231		40 286	-27 969			304 548
Autres provisions pour risques & charges sur :							
Établissements de crédit							
Clientèle	2 421		19 000	-2 421			19 000
Autres	3 631						3 631
Total	298 282		59 286	-30 390			327 179

Provisions pour charges de retraites. — Nos engagements ont été valorisés à la clôture de l'exercice par notre compagnie d'assurances selon la méthode décrite au paragraphe intitulé « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe et sont provisionnés en totalité au passif du bilan.

— Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Taux de croissance des salaires par tranches d'âge	0 %
Taux annuel de turn over	2 %
Table de mortalité utilisée	TGF05
Taux de rendement financier retenu (1)	0
(1) Aucune hypothèse de rendement financier retenue dans la mesure où il n'y a pas de fonds financier permettant de provisionner cet engagement.	

Provision pour risques sur litige client :

— Il s'agit d'une provision pour risque :

Litiges clients sur les portefeuilles de notre clientèle ayant investi dans certains fonds	4 000 €
Autres litiges clients	15 000 €
Total	19 000 €

Autres provision pour risques & charges :

— Ces provisions sont liées :

A des litiges salariés :	3 631 €
Total	3 631 €

Note BP\_06.  
(Montants en Euros.)

<b>Dettes subordonnées (Passif poste 430)</b>	<b>2017</b>	<b>Taux d'intérêt</b>	<b>Échéance</b>	<b>2016</b>
Emprunt subordonné (1) (2)	802 431	EURIBOR 12 mois + 3%	17/04/2018	802 431
Dettes rattachées sur emprunt subordonné	17 122			17 125
<b>Total</b>	<b>819 553</b>			<b>819 556</b>
<p>(1) : Modalité de remboursement anticipé :  <i>QBP peut rembourser par anticipation tout ou partie de cet emprunt subordonné :</i>  – Sous réserve de l'accord préalable de l'ACP,  – Après expiration d'un délai de deux ans, sauf si des fonds propres d'égale ou de meilleur qualité viennent en substitution.  (2) : Sous réserve d'un accord préalable du secrétariat général de l'ACP, la dette subordonnée pourra être convertie en capital.</p>				

Note BP\_07.  
(Montants en Euros.)

<b>Provision pour risques bancaires généraux</b>	
Solde au début de l'exercice	2 000 000
Dotation de l'exercice	0
Reprise de l'exercice	0
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>2 000 000</b>

Note BP\_08.  
(Montants en Euros.)

<b>Évolution des capitaux propres (Passif postes 440 à 490)</b>	<b>Capital</b>	<b>Primes</b>	<b>Reserve légale</b>	<b>Réserves statutaires</b>	<b>Autres réserves</b>	<b>Résultat</b>	<b>Ran</b>	<b>Capitaux propres</b>
Position au début de l'exercice	14 000 000	1 727 768	1 266 020	16 310	1 166	-995 182	-8 377 978	7 638 104
Affectation du résultat de l'exercice N- 1						995 182	-995 182	
Émission de capital	1 200 000	118 900						1 318 900
Résultat de l'exercice N (avant affectation (1))						1 014 879		1 014 879
Position à la clôture de l'exercice	15 200 000	1 846 668	1 266 020	16 310	1 166	1 014 879	-9 373 160	9 971 883

(1) Proposition d'affectation du Résultat 2017 :

En réserve légale	50 744
En report à nouveau	964 135
Distribution de dividendes	
A l'issue de cette affectation,	
Le poste "Réserve légale s'élèverait à :	1 316 764
Et le poste "Report à nouveau " serait porté à :	-8 409 025

Note BP\_09.  
(Montants en Euros.)

— Informations sur l'actionnariat :

<b>Composition du capital social</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>Augmentation de capital - Apport en nature</b>	<b>Diminution du capital</b>	<b>Augmentation de capital - Émission</b>	<b>31/12/2017</b>
Capital social (En Euros)	14 000 000			1 200 000	15 200 000
Nombre d'actions (1)	49 472			4 240	53 712
Valeur nominale (En Euros)	283			283	283
(1) Dont 53 541 actions détenues par QWM au 31/12/2017.					

Note HB\_01.  
(Montants en milliers d'Euros.)

— Informations sur le hors bilan sur les instruments financiers à terme et sur les autres engagements :

	Exercice	
	En cours	Précédent
Garanties reçues et données		
Annexe 1 III 2.1		
Engagements de garantie et de financement donnés :		
À la clientèle	21 707 725	18 088 780
À des établissements de crédits		
Engagements de garantie et de financement reçus :		
À la clientèle		
À des établissements de crédits	732 000	732 000

Note CR\_01.  
(Montants en Euros.)

— Informations sur les postes du compte de résultat :

Intérêts & produits assimilés (Compte de Résultat Poste 500)	2017			2016		
	Avec les Ets de crédit	Avec la clientèle	Sur obligations ou autres titres à revenu fixe	Avec les Ets de crédit	Avec la clientèle	Sur obligations ou autres titres à revenu fixe
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	8 503	255 968		182	315 854	
Intérêts sur comptes & prêts						
Intérêts sur créances commerciales et crédits à la clientèle		392 447			433 213	
Intérêts sur valeurs reçues en pension					65	
Autres intérêts & produits assimilés						
Intérêts sur obligations et autres titres à revenu fixe			329 414			897 896
Total	8 503	648 415	329 414	182	749 131	897 896

Note CR\_02.  
(Montants en Euros.)

Intérêts & charges assimilés (Compte de Résultat Poste 505)	2017			2016		
	Avec les Ets de crédit	Avec la clientèle	Relatifs aux dettes subordonnées	Avec les Ets de crédit	Avec la clientèle	Relatifs aux dettes subordonnées
Intérêts sur banques centrales	237 502			126 613		
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs				278		
Intérêts sur comptes & emprunts			24 315			24 750
Total	237 502		24 315	126 891		24 750

Note CR\_03.  
(Montants en Euros.)

Revenus des titres à revenu variables (Compte de Résultat Poste 530)	Exercice en cours	Exercice précédent
Actions et autres titres à revenu variable		9
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Total		9

Note CR\_04.  
(Montants en Euros.)

Commissions (Compte de Résultat Postes 540 et 545)	2017		2016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations de trésorerie & interbancaires	24 455	0	31 445	0
Opérations avec la clientèle	0	131 473	0	146 058
Opérations sur titres	0	0	0	0
Opérations de change	0	6 336	0	15 664
Opérations de hors-bilan	0	67 171	0	31 815
Engagements sur titres	0	0	0	0
Engagements sur clientèle		67 171		31 815
Opérations sur instruments financiers à terme	0	0	0	0
<b>Prestations de services financiers</b>	<b>1 067 136</b>	<b>17 256 390</b>	<b>996 463</b>	<b>12 272 365</b>
Droits de garde sur portefeuille-titres de la clientèle	0	2 135 565	0	1 907 470
Com° de gestion /portefeuille-titres de la clientèle - honoraires de gestion		4 344 141		2 479 949
Commissions/délégation de gestion d'OPCVM et de FCC	0	2 013 998	0	0
Commissions pour achat / vente de titres	0	3 559 151	0	2 853 745
Commissions pour achat / vente de titres (provision)	0	0	0	-28 073
Commissions de placement et de rachat d'OPCVM et de FCC	0	4 011 225	0	4 013 559
Commissions (produits) divers		1 192 310		1 045 716
Autres charges sur prestations de services financiers	966 889		830 975	
Commissions (charges) divers	100 246		165 488	
Autres commissions	0	0	0	0
Total	1 091 591	17 461 370	1 027 907	12 465 902

Note CR\_05.  
(Montants en Euros.)

<b>Gains &amp; pertes sur opérations financières (Compte de Résultat Postes 550 et 555)</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Résultat net sur portefeuille de négociation :		
sur titres	-1 180	-2 386
de change	247 507	321 343
sur instruments financiers à terme		
<b>Bénéfice / (Perte)</b>	<b>246 327</b>	<b>318 956</b>
Résultat net sur titres de placement :		
frais sur titres de placement		
plus-values de cession	30 843	4 408
moins-values de cession	-581 854	-831 119
dotations aux dépréciations	-198 674	-492 122
reprises de dépréciations	427 120	451 161
<b>Bénéfice / (Perte)</b>	<b>-322 564</b>	<b>-867 671</b>

Note CR\_06.  
(Montants en Euros.)

<b>Autres produits d'exploitation bancaire (Compte de Résultat Poste 560)</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Produits divers d'exploitation bancaire	16 740	72 082
Prestations de service	124 250	124 893
Charges refacturées	300 651	240 950
	441 642	437 926

Note CR\_07.  
(Montants en Euros.)

<b>Autres charges d'exploitation bancaire (Compte de Résultat Poste 565)</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Produits rétrocédés	1 598 006	1 337 442
Cotisations fonds de garantie	-3 858	19 983
	1 594 158	1 357 425

Note CR\_08.  
(Montants en Euros.)

<b>Charges générales d'exploitation (Compte de Résultat Poste 605)</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Frais de personnel</b>	<b>8 826 309</b>	<b>7 424 464</b>
Salaires et traitements	5 623 745	5 134 689
Charges de retraite	563 982	540 504
Charges sociales	2 145 940	1 431 495
Intéressement des salariés	57 588	50 820
Participation des salariés		
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	435 054	266 956
<b>Impôts et taxes</b>	<b>160 386</b>	<b>150 661</b>
<b>Autres charges</b>	<b>5 239 433</b>	<b>3 140 046</b>
Loyers et charges, locations diverses	805 676	763 822
Services extérieurs fournis par les sociétés du groupe	564 495	1 891
Transports et déplacement	49 832	34 624
Autres services extérieurs	4 066 514	2 749 262
Dotations aux provisions pour risques et charges	12 317	292 231
Reprises de provisions pour risques et charges		-298 312
Transferts de charges		
Autres charges refacturées	-259 401	-403 471
	<b>14 226 128</b>	<b>10 715 171</b>

Note CR\_09.  
(Montants en Euros.)

<b>Coût du risque (Compte de Résultat Poste 625)</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Dotations aux provisions sur créances douteuses		
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	7 122	170 613
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des provisions		2 000
Provisions pour litiges	19 000	1 121
Reprises de provisions pour litiges	-2 421	-161 700
Reprises de provisions sur créances interbancaires		
Reprises de provisions sur créances douteuses		-5 925
Retour sur créances irrécouvrables		
<b>Bénéfice / (perte)</b>	<b>-23 701</b>	<b>-6 109</b>

Note CR\_10.  
(Montants en Euros.)

<b>Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Compte de Résultat Postes 640)</b>	<b>2017</b>							<b>2016</b>
	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>Effets publics &amp; valeurs assimilées</b>	<b>Obligations &amp; autres titres à revenu fixe</b>	<b>Participations &amp; activité de portefeuille</b>	<b>Parts dans les entreprises liées</b>	<b>Total exercice en cours</b>	
Moins-values de cession		-34 883					-34 883	
Bénéfice / (perte)							-34 883	

La moins value de cession correspond à des sorties/mises au rebut d'immobilisations.

Note CR\_11.  
(Montants en Euros.)

Résultat exceptionnel (Compte de Résultat Postes 655)	2017		2016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Événements extraordinaires				
* + Value sur titres d'investissement				
* +/- Value sur immobilisations				
* Pénalités amendes	-22		-280	
* Divers produits et charges exceptionnelles (1)	-819	3 324	-420 996	5 717
Autres éléments				
Charges sur exercices antérieurs (2)			-679 155	
Produits sur exercices antérieurs				
Total	-841	3 324	-1 100 431	5 717

En 2016 :  
(1) Dont : régularisation des frais de siège au titre de l'exercice 2016 : 331 900 € HT.  
(2) Régularisation des frais de siège au titre des exercices 2011 à 2015 : 624 900 € HT.

Note CR\_12.  
(Montants en Euros.)

— Réf. Règlement n° 91-01. — Annexe 1 III 3.9 :

Impôt sur les bénéfices (Compte de Résultat Poste 660)	2017	2016
Résultat courant avant impôt	1 020 513	99 532
Résultat exceptionnel	2 484	-1 094 714
Total avant IS	1 022 996	995 182

— Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

Ventilation du résultat	Résultats avant impôt	Impôts correspondant au taux d'imposition de 33,33 %	Avoir fiscal crédit d'impôt	Résultat comptable après impôt
I - Résultat courant avant impôt	1 020 513			
Taxé au taux normal				
Résultat fiscal imposé au taux courant/ RCAI	1 064 891			
II - Résultat exceptionnel	2 484			
Résultat fiscal imposé au taux courant/ Résultat exceptionnel	2 934			
Résultat net fiscal imposable au taux courant (I + II)	1 067 824			

Note D\_01.

— Autres informations :

Effectif moyen du personnel en activité	Exercice	
	2017	2016
Techniciens des métiers de la banque	7	8
Cadres	27	25
Agents "hors classification"	12	14
Total	46	47

Note D\_02.

Rémunérations, avances, crédits et engagements	2017	2016
Montant global des rémunérations allouées au titre de l'exercice, Pendant l'exercice, respectivement à l'ensemble des membres du directoire et du conseil de surveillance	1 273 191	1 229 253
Montant des avances et crédits accordés au titre de l'exercice, Pendant l'exercice, respectivement à l'ensemble des membres du directoire et du conseil de surveillance	30 260	32 772
Montant des avances et crédits accordés au titre de l'exercice, Pendant l'exercice, respectivement à l'ensemble des autres entreprises liées (et les membres du directoire et du conseil de surveillance de ces entreprises)	1 950 631	1 882 167
Montant des engagements pris pour le compte de ces personnes au titre d'une garantie quelconque	72 582	0



Note D\_03.

<b>Honoraires des commissaires aux comptes (montant hors taxes)</b>	<b>2017</b>
Cabinet KPMG	115 000
Contrôle légal des comptes sociaux	90 000
Missions diverses	25 000

**IV. — Attestation du Commissaire aux comptes sur les informations communiquées dans le cadre de l'article L. 225-115 4° du code de commerce relatif au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.**

(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.)

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société et en application de l'article L.225-115 4° du code de commerce, nous avons établi la présente attestation sur les informations relatives au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 figurant dans le document ci-joint.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient d'attester ces informations.

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un audit des comptes annuels de votre société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Notre audit, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées. Par conséquent, nous n'avons pas effectué nos tests d'audit et nos sondages dans cet objectif et nous n'exprimons aucune opinion sur ces éléments pris isolément.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à effectuer les rapprochements nécessaires entre le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées et la comptabilité dont il est issu et vérifier qu'il concorde avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées figurant dans le document joint et s'élevant à 1 558 020 euros avec la comptabilité ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

La présente attestation tient lieu de certification de l'exactitude du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées au sens de l'article L. 225-115 4° du code de commerce.

Elle est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Paris La Défense, le 3 mai 2018.

KPMG AUDIT FS I ;

Ulrich Sarfati ;

Associé,

**V. — Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels.**

(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

1. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Quilvest Banque Privée relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

2. Fondement de l'opinion :

— Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Reconnaissance du chiffre d'affaires :

— Risque identifié et principaux jugements : Comme indiqué dans l'annexe 1. g) des comptes sociaux au 31 décembre 2017, votre établissement fournit des services bancaires à des tiers. Les produits de commissions afférents à ces services s'établissent à 17,5 millions sur l'exercice 2017 (Cf. Note CR\_04 de l'annexe des comptes sociaux).

Ces commissions (hors rétrocessions et délégations) sont déterminées périodiquement à partir des données issues du système d'information et d'une grille tarifaire mise à jour régulièrement.

— Nous avons considéré la reconnaissance de ces produits comme un point clé de l'audit en raison :  
– de leur impact significatif dans le résultat de la banque ;  
– du risque opérationnel induit par la saisie manuelle des tarifs dans le système d'information.

— Procédures mises en œuvre en réponse à ce risque  
– Dans le cadre de notre audit, nous avons réalisé les diligences spécifiques suivantes :  
– Nous avons vérifié par sondage l'existence des ordres adressés par la clientèle ;  
– Nous nous sommes assurés de l'intégrité des données issues du système de gestion en testant l'efficacité opérationnelle des contrôles généraux informatiques ;  
– Nous avons recalculé les commissions sur la base des données tarifaires au 31 décembre 2017 ;  
– Nous avons rapproché les données de gestion aux données comptables au 31 décembre 2017.

5. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

— Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels : Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

— Rapport sur le gouvernement d'entreprise : Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce

6. Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires :

— Désignation des commissaires aux comptes : KPMG Audit FS I a été nommé commissaire aux comptes de la société Quilvest Banque Privée par l'assemblée générale du 30 mai 2013

Au 31 décembre 2017, KPMG Audit FS I était dans la 5<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

7. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

8. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels :

— Objectif et démarche d'audit : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

— Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

– il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;  
– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;  
– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;  
– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;  
– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— Rapport au comité d'audit : Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 3 mai 2018.

KPMG AUDIT FS I ;

Ulrich Sarfati ;

Associé.

#### **VI. — Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées.**

(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-86 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris La Défense, le 3 mai 2018.

KPMG AUDIT FS I ;

Ulrich Sarfati ;

Associé.

#### **VII. — Rapport du commissaire aux comptes établi en application de l'article 313-7 du règlement général de l'AMF relatif à la protection des avoirs en instruments financiers des clients des prestataires de services d'investissement**

(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

Au Président du directoire,

En notre qualité de commissaire aux comptes, nous vous présentons notre rapport établi en application de l'article 313-7 du règlement général de l'AMF sur les dispositions prises par votre société pour répondre à ses obligations de protection des avoirs en instruments financiers des clients, telles que décrites dans le document joint au présent rapport.

Il appartient au prestataire de services d'investissement détenant des instruments financiers pour le compte de la clientèle de respecter les obligations mentionnées aux 7° et 9° du II de l'article L.533-10 du code monétaire et financier et aux articles 312-6 à 312-19 du règlement général de l'AMF relatifs à la protection des avoirs en instruments financiers des clients des prestataires de services d'investissement. Il nous appartient de faire rapport sur l'adéquation des dispositions prises par votre société en application de ces articles, sans avoir à apprécier l'efficacité de celles-ci.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à prendre connaissance des dispositions prises par votre société telles que décrites dans le document joint au présent rapport, à en apprécier le caractère adéquat au regard de ses obligations légales et réglementaires relatives à la protection des avoirs en instruments financiers de la clientèle.

Sur la base des travaux effectués, nous n'avons pas d'observation à formuler sur l'adéquation des dispositions prises par votre société au regard des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des avoirs en instruments financiers de ses clients, telles que décrites dans le document joint.

Paris La Défense, le 3 mai 2018.

KPMG AUDIT FS I ;

Ulrich Sarfati ;

Associé.